

He Lifeng, maître des dossiers économiques

WEF 2026 Si le vice-premier ministre chinois est l'artisan de la désescalade avec les Etats-Unis, le représentant de la délégation de l'Empire du Milieu à Davos est d'abord un proche du dirigeant Xi Jinping, avec qui il collabore depuis sa jeunesse

JORDAN POUILLE, PÉKIN

He Lifeng prendra la parole aujourd'hui au Forum de Davos, entre la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le président français, Emmanuel Macron. Pour les Chinois, c'est un vice-premier ministre dévoué qui a dignement conduit son pays vers une trêve – fragile – dans la guerre commerciale qui l'oppose aux Etats-Unis, concrétisée par la rencontre à Busan entre Xi Jinping et Donald Trump le 30 octobre 2025. Pour le monde des affaires, c'est celui qui, depuis deux ans, multiplie les rencontres avec les dirigeants de banques, de fonds d'investissement et de multinationales en visite en Chine, les rassurant sur le marché et la stabilité économique du pays.

L'universitaire américain Alfred Chan, et auteur d'une biographie sur le président chinois Xi Jinping présente He Lifeng comme «l'un de ses plus proches conseillers». Une partie de la presse hongkongaise a opté pour la formule de «confident impérial» pour souligner par la même occasion la toute-puissance du dirigeant chinois.

Croissance chinoise de 5% pour 2025

He Lifeng montera sur l'estrade de Davos en confiance. Alors que le FMI prévoit une croissance de



Le vice-premier ministre chinois, He Lifeng. (KUALA LUMPUR, MALAISIE, 25 OCTOBRE 2025/SAMSUL SAID/BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES)

la zone euro à 1,3% en 2026, la Chine a dévoilé lundi une croissance de 5% pour l'année 2025: un chiffre 100% conforme à l'objectif du gouvernement et qui s'ajoute à un excédent commercial record de 1200 milliards de dollars l'an dernier.

A 70 ans, He Lifeng appartient à la génération de cadres formés lors

de la réouverture des universités après la Révolution culturelle en 1977. Il intègre le département économique de l'Université de Xiamen et en ressort avec un master en finance. Le jeune homme commence alors sa carrière dans l'administration municipale de Xiamen, ville portuaire du sud-est de la Chine, d'abord aux finances

locales puis au sein de l'équipe chargée d'attirer les fleurons de l'entreprise privée dans le cadre d'une nouvelle zone économique spéciale qui doit symboliser la réforme et l'ouverture, promues par le gouvernement central. C'est dans cette deuxième mission qu'il côtoie au quotidien Xi Jinping. Fils d'un ancien révolutionnaire, Xi

Jinping, 32 ans, débarque du Hebei avec une promotion du parti: le poste de vice-maire de Xiamen. Les deux hommes deviennent amis. He Lifeng sera même invité au mariage de Xi Jinping avec la chanteuse soprano Peng Liyuan en 1987.

«Technocrate discipliné»

Entre la fin des années 1980 et le début des années 2000, He Lifeng gravit méthodiquement les échelons de l'appareil local de la province du Fujian, à Xiamen puis Fuzhou. Il se forge la réputation d'un technocrate discipliné, rompu aux logiques de fonctionnement de l'Etat-parti.

En 2009, He Lifeng est promu à Tianjin, une autre grande ville portuaire, à 180 km de Pékin. Il y supervise personnellement une zone de développement économique spectaculaire: la Tianjin New Area de Binhai. Sous son impulsion, les quartiers d'affaires et les résidences poussent comme des champignons. Avec quelques bémols: l'éco-cité de Tianjin, quartier pilote en matière d'écologie, bâti grâce à une expertise singapourienne, n'attirera pas d'habitants. Et un gratte-ciel restera inachevé. Cette trajectoire le conduit toutefois au cœur du pouvoir: en 2012, quand Xi Jinping, prend la tête du parti, He Lifeng entre dans son comité central.

Deux ans plus tard, il est même appelé au gouvernement, où il est nommé numéro 2 puis numéro 1

de la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC), principal organe de planification économique du pays. A ce poste, He Lifeng accompagne la montée en puissance des industries dites «stratégiques», fortement soutenues par l'investissement public. Voitures électriques, panneaux solaires et batteries deviennent alors des piliers de la politique industrielle, secteurs dans lesquels la Chine va s'imposer mondialement. En mars 2023, He Lifeng est nommé vice-premier ministre chargé des dossiers économiques, succédant à Liu He. Formé à Harvard, Liu He était perçu comme particulièrement conciliant avec les Occidentaux, attentif à leurs préoccupations sur la protection de l'emploi et des secteurs industriels sensibles. He Lifeng incarne une ligne ferme, centrée sur la défense des intérêts stratégiques de son pays.

A Genève en mai, à Londres en juin, à Stockholm en juillet, à Madrid en septembre et à Kuala Lumpur en octobre: en 2025, il enchaîne les pourparlers avec le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, jusqu'à obtenir une désescalade dans cette guerre douanière qu'avait relancée Donald Trump. Fin connaisseur des leviers stratégiques à disposition de la Chine: He Lifeng a, en effet, compris très tôt combien le monopole chinois sur le raffinage des terres rares lui servirait d'atout. ■

Inexorablement, le monde s'enfonce dans le capitalisme de prédation

FORUM DE DAVOS «Prédateur», «techno-féodaliste» ou «de la finitude»... Les qualificatifs ne manquent pas à l'heure de décrire l'orientation prise par le capitalisme. Bien loin du vernis de durabilité dont le WEF, qui se tient toute la semaine dans la station grisonne, s'était paré ces dernières années

ALINE BASSIN, DAVOS

Depuis sa naissance, le Forum économique mondial de Davos a toujours été perçu comme la vitrine du «grand capital», donnant lieu au début du siècle à un important vent de contestation de la part des mouvements altermondialistes. Dimanche, quelque 300 manifestants se sont réunis dans la station grisonne pour manifester contre le WEF et la venue mercredi de Donald Trump.

Un président américain qui déploie depuis son retour au pouvoir sa vision mercantile du monde, pratiquant un capitalisme décomplexé basé sur le pouvoir et les rapports de force. A des lieues d'une économie durable et libre-échangiste que le rendez-vous assurait vouloir promouvoir ces dernières années, le fameux «capitalisme des parties prenantes» du père fondateur de l'événement Klaus Schwab.

Autant dire que le réchauffement climatique, la réduction des inégalités ou l'intégration des minorités n'est pas à l'agenda de l'ancien magnat de l'immobilier. D'abord volatils, les marchés financiers sont devenus moins sensibles à ses faits et gestes, misant sur les promesses de l'intelligence artificielle et une dérégulation massive de l'économie aux Etats-Unis.

Pour les entreprises qui avaient intégré les fameux critères ESG (environnement, société et gouvernance) dans leur modèle, c'est en revanche la gueule de bois. «Depuis l'élection de Donald Trump et ses attaques répétées, les marchés ont tendance à moins favoriser la durabilité», constate Vincent Kaufmann, directeur d'Ethos, une fondation qui conseille des caisses de pension suisses pour des «investissements socialement responsables». «Donald Trump attaque même les bases du capitalisme, en remettant en question des droits fondamentaux des actionnaires tels que le fait de tenir compte des facteurs ESG dans les choix d'investissements ou les votes aux assemblées générales», se désole-t-il avant de tempêter: «On ne peut pas interdire à un investisseur de tenir compte de l'ensemble des facteurs avant de prendre des décisions d'investissement».

Entre oligarchie et bureaucratie

Chroniqueur au *Temps*, l'économiste Charles Wyplosz ne pense, lui, pas beaucoup de bien de la finance durable telle que pratiquée depuis le début du siècle. Pour lui, les solutions économiques au changement climatique sont connues: une taxe carbone bien appliquée et une politique de redistribution pour ceux qui en font les frais. «Le président Emmanuel Macron a voulu instaurer une taxe sans redistribution, il a eu les Gilets jaunes. Depuis, il ne bouge plus», observe-t-il pour étayer sa pensée.

L'ancien professeur du Graduate Institute de Genève partage l'inquiétude ambiante sur la direction prise par le monde, qui n'est pas sans rappeler les années 1930 et la montée du nazisme. «Le

problème n'est pas le même aux Etats-Unis et en Europe, nuance-t-il. Ici, on a vu avec le Green Deal de l'Union européenne ce qu'il advient lorsque le pouvoir se bureaucratise, tandis qu'outre-Atlantique, les très riches sont encore devenus plus riches de façon obscène».

«On l'a redémontré avec notre dernière étude de rémunération, confirme Vincent Kaufmann. Les salaires des dirigeants reviennent à des niveaux colossaux». Même s'il est conditionné à des résultats, le plan de rémunération à 1000 milliards sur dix ans d'Elon Musk à la tête de Tesla n'a ainsi pas manqué de choquer l'opinion publique en 2025.

«Depuis l'élection de Donald Trump et ses attaques répétées, les marchés ont tendance à moins favoriser la durabilité»

VINCENT KAUFMANN, DIRECTEUR D'ETHOS

Résultat, même si la classe moyenne a vu son pouvoir d'achat augmenter ces vingt dernières années, les disparités économiques, l'immigration et la peur de l'avenir font le lit des partis populistes. Ajoutez à cette situation explosive, la bataille qui se joue pour la mainmise sur les ressources naturelles, qualifiée de «capitalisme de la finitude» par Arnaud Orain, et vous obtenez un cocktail hautement inflammable. «La prédation du

Groenland illustre la course aux ressources d'un monde fini», observait l'économiste français il y a quelques jours dans *Le Figaro*.

«Nous assistons à une dislocation du capitalisme tel qu'il a existé ces dernières décennies», éclaire l'économiste Cédric Durand. Professeur à l'Université de Genève, il rappelle qu'au cours de son histoire, ce système d'organisation économique a connu des phases bien marquées. Industriel et basé sur le fordisme après la Seconde Guerre mondiale, le capitalisme s'est ensuite financiarisé dans les années 1980. Avec la numérisation et l'IA, il pourrait se transformer en ce qu'il a désigné en 2020 dans un ouvrage comme du «techno-féodalisme». Avec une fusion en cours des pouvoirs technologique, économique et politique.

Cette nouvelle donne hante aussi les milieux libéraux traditionnels qui se fendent d'essais et d'ouvrages pour appeler à un meilleur alignement entre capital, travail et Etat. Sans beaucoup d'effet pour l'heure. C'est que, souligne Charles Wyplosz, lorsque des groupes de pression arrivent au pouvoir, il est très difficile de les en déloger.

Vers une inévitable crise?

Ces réactions ne sont pas sans rappeler, à une bien moindre échelle, celles des grands économistes John Maynard Keynes et Friedrich Hayek dans les années 1930. Epouvantés par la montée des totalitarismes, ils élaborèrent des théories macroéconomiques qui allaient influencer toute l'économie du XXe siècle. Pendant que Keynes posait les bases de l'Etat providence, Hayek élaborera les fondations du néolibéralisme qui inspirera

beaucoup Margaret Thatcher et Ronald Reagan dans les années 1970. Comme le relevait Bloomberg dans un récent article consacré à la question, leur engagement et leurs travaux ne parvinrent pas à éviter le plus grand conflit de l'Histoire.

L'histoire se répètera-t-elle ou accouchera-t-elle d'une crise d'un autre type? Impossible évidemment de le prédire. «Il faut toujours une forte secousse pour assister à un changement avec des effets qui peuvent être aussi bien positifs que négatifs», note Charles Wyplosz. Vincent Kaufmann espère de son côté que «l'heure la plus sombre est celle qui vient avant l'aube», citation empruntée à un poète anglais du XVIIe siècle», n'excluant pas un nouveau virage. ■